Georges BALANDIER [1920 -]

Ethnologue et sociologue français
professeur émérite de La Sorbonne, Directeur d'études
au [Centre d'études africaines](#) à l'ÉHESS.

(1961)

“Le contexte socio-culturel et le coût social du progrès”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"

Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf., .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES](#).

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Georges BALANDIER

"Le contexte socio-culturel et le coût social du progrès".

Un article publié l'ouvrage de l'Institut d'études démographiques sous la direction d'Alfred Sauvy, **Le "Tiers-Monde". Sous-développement et développement**, pages 289-303. Réédition augmentée d'une mise à jour par Alfred Sauvy. Paris : Les Presses universitaires de France, 1961, 393 pp. Collection : Travaux et documents. Cahier no 39.

[Le 28 janvier 2008, M. Georges Balandier, par l'intermédiaire de M. [Jean Benoist](#) nous accordait sa permission de diffuser quelques-uns de ses livres ainsi que tous les articles publiés dans les Cahiers internationaux de sociologie. M. Balandier n'a pas d'adresse de courrier électronique, mais on peut lui en adresser un au Centre d'études africaines, Bd Raspail, à Paris. On peut contacter la secrétaire de ce centre, Elizabeth Dubois, au 01 53 63 56 50 ou la secrétaire des Cahiers internationaux de sociologie, Christine Blanchard au 01 49 54 25 54.]

Courriels : Mme Élisabeth Dubois, sec. de direction,
Centre d'études africaines (ÉHESS) : stceaf@ehess.fr
M. Jean Benoist : oj.benoist@wanadoo.fr

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11'')

Édition numérique réalisée le 20 février 2009 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Georges BALANDIER [1920 -]

Ethnologue et sociologue français

professeur émérite de La Sorbonne, Directeur d'études au [Centre d'études africaines](#) à l'ÉHESS.

"Le contexte socio-culturel et le coût social du progrès."

Un article publié l'ouvrage de l'Institut d'études démographiques sous la direction d'Alfred Sauvy, **Le "Tiers-Monde". Sous-développement et développement**, pages 289-303. Réédition augmentée d'une mise à jour par Alfred Sauvy. Paris : Les Presses universitaires de France, 1961, 393 pp. Collection : Travaux et documents. Cahier no 39.

Table des matières

[Introduction](#)

[Les conditions culturelles du progrès.](#)

[Les conditions sociales du progrès.](#)

[Le coût social du progrès.](#)

Georges BALANDIER

"Le contexte socio-culturel et le coût social du progrès".

Un article publié l'ouvrage de l'Institut d'études démographiques sous la direction d'Alfred Sauvy, **Le "Tiers-Monde". Sous-développement et développement**, pages 289-303. Réédition augmentée d'une mise à jour par Alfred Sauvy. Paris : Les Presses universitaires de France, 1961, 393 pp. Collection : Travaux et documents. Cahier no 39.

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Un article publié dans l'ouvrage de l'Institut d'études démographiques, **Le "Tiers-Monde". Sous-développement et développement**, pp. 289-303. Réédition augmentée d'une mise à jour par Alfred Sauvy. Paris : Les Presses universitaires de France, 1961, 393 pp. Travaux et documents. Cahier no 39.

Au moment même où tant d'études sont consacrées aux moyens propres à assurer le développement des pays économiquement attardés, les vieilles sociétés industrielles s'interrogent sur la finalité du progrès. Elles commencent à douter que ce dernier soit continu et créateur d'effets seulement positifs ; cependant que, d'un autre côté, elles ne peuvent échapper au dynamisme que recèlent leurs techniques et leurs activités économiques. Cette incertitude est le résultat d'un déséquilibre, d'un désajustement entre les moyens et les formes de production, entre le progrès matériel et les aménagements sociaux que ce dernier rend nécessaires. C'est montrer combien les considérations extérieures à l'approche économique exclusive tendent à prendre une importance croissante. Et elles peuvent entraîner à une véritable position de doute : si le progrès matériel n'est pas un bien absolu, on peut mieux concevoir que certaines civilisations ne lui aient accordé une attention prédominante, qu'elles ne soient encore guère empressées à bouleverser leur

système de valeurs afin de l'obtenir. Au cours de l'un de ses exposés récents, un économiste, G. Leduc, ne craint pas de réagir contre la croyance que « tout pays possède une vocation au développement ».

Dans le rapport dit des cinq experts, publié en 1951 par l'O.N.U., un chapitre particulier est consacré à l'énumération des « conditions du développement économique ». Il souligne avec force combien le contexte socio-culturel joue un rôle déterminant et peut être un frein à l'innovation : « Le progrès économique ne se produit que si l'atmosphère est favorable, que si la population est éprise de progrès et si les institutions sociales, économiques, juridiques et politiques sont favorables au progrès... Une société n'aura aucun désir de progrès si elle ne se rend pas compte que le progrès est possible. Le progrès ne se produit que si la population est persuadée que l'homme peut, par un effort conscient, dominer la nature... » ¹.

Toute l'argumentation, qui suit ces remarques, montre qu'il ne s'agit pas seulement de « dominer la nature » et de conditionner une « attitude expérimentale ou scientifique ».

Les conditions culturelles du progrès.

[Retour à la table des matières](#)

La civilisation industrielle continue à n'être portée que par une partie minoritaire de l'espèce humaine. Son dynamisme la rend contagieuse, mais il convient d'être en garde vis-à-vis d'une attitude ethnocentrique qui conduirait à sous-évaluer l'importance (quantitative comme qualitative), la diversité et la spécificité des civilisations traditionnelles. Le concept de progrès est étroitement fié à la première, à une modalité de l'existence et à une instabilité auxquelles nombre de peuples ne sont pas encore prêts à apporter une adhésion sans réticence. L'essayiste sénégalais Alioune Diop le soulignait, il y a quelques années, en affirmant à propos des cultures du monde noir que « leur sensibilité et leur raison sont déroutées par l'instabilité des rapports humains, des esthétiques, des philosophies, dans une société en état de permanente et inquiète évolution » ; c'était bien marquer la

¹ O.N.U., *Mesures à prendre pour le développement économique des pays insuffisamment développés*, New-York, 1951, 112 p.

distance par rapport à la société industrielle moderne. Ceci exige d'être nuancé. Lorsque nous envisageons l'étude des pays économiquement « attardés », nous avons le sentiment qu'ils révèlent des sociétés à *rythme lent*, en quelque sorte opposées à nos sociétés à *rythme rapide*, des civilisations où le souci d'ordre ou de conformisme l'emporte sur le souci de progrès. Cette impression a pu être renforcée par les études de certains historiens et sociologues. L'œuvre de l'historien anglais Arnold Toynbee y a contribué, qui distingue les civilisations « immobili-sées », et les autres. Et ce spécialiste des pays musulmans, que fut R. Montagne, insistait également sur un tel effet de contraste ; évoquant les perturbations apportées par la colonisation en Asie, en Afrique et dans le Pacifique, il concluait : « Dans tous ces vieux pays, des civilisations millénaires, parfois primitives, parfois raffinées, s'étaient stabilisées comme si elles avaient trouvé dans des traditions immobiles leur expression parfaite, de telle sorte que les hommes s'y trouvaient libérés de l'inquiétude qui nous dévore et du goût de l'effort qui nous tient » ².

Cependant, ce procès-verbal d'immobilisme n'est pas conforme à la réalité, même dans le cas des sociétés les plus attardées. Un anthropologue aussi averti, et riche d'informations comparatives, que R. Firth a justement corrigé, dans ses *Elements of Social Organization*, une erreur d'appréciation qui a conduit à méconnaître le dynamisme interne des sociétés non-industrialisées, à retarder l'apparition des études consacrées aux phénomènes de changement socio-culturel.

Le dynamisme de ces sociétés n'est pas aussi directement conditionné qu'il l'est, dans les pays développés, par le souci d'accroissement constant du volume des biens matériels. Le retard des techniques explique cette moindre contrainte des forces productives, mais il n'est pas seul en cause. Dans le cadre de certaines cultures, en Afrique particulièrement, la production des moyens d'existence paraît moins importante que la reproduction des êtres humains ; c'est le nombre des hommes contrôlés, autant (et parfois plus) que la quantité des biens contrôlés, qui détermine le prestige social. Toute une structure sociale a pu s'édifier sur ce principe fondamental. Je l'ai manifesté à propos des Fang du Gabon ³. Dans d'autres

² R. MONTAGNE, « L'accélération de l'Histoire dans les pays musulman », *L'Afrique et l'Asie*, 17, 1952.

³ G. BALANDIER, *Sociologie actuelle de l'Afrique Noire*, Paris, P.U.F., 1955, chap. 1er de la deuxième partie.

ensembles culturels, ce sont les valeurs spirituelles qui déterminent d'abord l'activité humaine, et nos préoccupations « matérialistes » paraissent alors singulièrement futiles et vaines. L'islam nous apporte ici une illustration : l'un des plus célèbres réformateurs musulmans, Djemal ed Din el Afghani, ne manquait pas de se présenter, à la suite de ses contacts en Europe avec H. Spencer et Renan, comme un grand adversaire du matérialisme et de la science de l'Occident. L'attitude ne s'est pas fondamentalement modifiée, bien qu'elle puisse recourir à des formulations plus modernes. Les premières affirmations de la Ligue arabe ont d'abord concerné la mission spirituelle de l'islam et de l'arabisme ; selon l'expression de Azzam Pacha, ces derniers « sauveront l'univers, dont la civilisation est devenue sénile et dont la culture est sur le point de faire faillite, (dans un monde) sur lequel le matérialisme a étendu son aile » ⁴. Même en faisant la part des outrances, à fin de propagande politique, on ne peut manquer d'être frappé par une telle permanence.

S'il y a un dynamisme incontestable des sociétés non industrialisées, ce dernier n'opère pas nécessairement dans le sens propre à nos sociétés développées ; les forces de changement ne visent pas d'abord à une amélioration des conditions matérielles de l'existence, à un mieux-être. On peut donc dire que la résolution des problèmes que crée l'état de sous-développement implique, en particulier, *une ré-orientation du dynamisme interne*. Ceci n'est guère possible que par le truchement d'une véritable « mobilisation idéologique ». Même dans le cas des nations européennes, comme l'a rappelé l'économiste historien A. Gerschenkron, la construction industrielle a été aidée par ces moteurs que furent le socialisme en France, le nationalisme en Allemagne, le marxisme-léninisme en Russie.

Il serait cependant trompeur, au plus haut degré, de laisser croire que le « progrès » est une affaire de choix. Certaines conditions objectives donnent au progrès un caractère nécessaire, même si les esprits ne sont pas préparés à reconnaître cette nécessité. L'expansion des techniques modernes de production et de l'économie monétaire bouleversant des économies traditionnelles, le développement des villes et des nouvelles structures sociales dont ces dernières sont porteuses, la pression démographique renforcée par l'introduction des techniques sanitaires

⁴ ABDERRAHMAN PACHA Azzam, « Les Arabes peuple de l'avenir », revue *Al Arab*, 27 août 1932.

modernes, les incidences internes de la dépendance politique et économique subie sont autant d'éléments qui s'associent pour créer une incitation au changement. W.E. Moore, dans son étude des aspects sociaux et culturels du développement économique, souligne la part croissante et l'influence toujours plus contraignante des facteurs imposant la modernisation et le progrès ⁵.

Nous en avons la preuve dans l'étude récente faite par un musulman, Malek Bennabi, quant à l'islam qui est souvent considéré comme un système religieux et social parfaitement refermé sur lui-même ⁶. L'auteur tend à préciser la position de l'islam « situé entre la tradition et le modernisme ». Il montre comment le monde musulman, après s'être culturellement affaibli, développa toutes les conditions de la « colonisabilité » ; il souligne à cet égard une « impuissance organique (qui) est renforcée par des paralysies particulières : morale, sociale et intellectuelle » (p. 77) ; il met en évidence « les causes d'inhibition » que la colonisation, en tant que choc, aurait dû salutairement bousculer. Malek Bennabi emploie à propos de ces dernières une formule suggestive : il faut cesser de « faire de la mythologie » ; par là même, il souligne combien une sorte d'irréalisme reste contraire à une appréciation valable des problèmes qui s'imposent aujourd'hui au monde musulman. Néanmoins, les chocs des années passées conduisent à une meilleure prise de conscience. M. Bennabi a raison d'insister sur cette « épreuve de vérité » que fut la défaite infligée par Israël aux pays arabes. On pourrait en dire tout autant du transfert, aux autorités tunisiennes, de l'ensemble des responsabilités politiques : le récent congrès du Néo-Destour (automne 1955) a montré combien l'expérience du pouvoir a imposé très vite, au premier plan des préoccupations, les problèmes de « rénovation économique et sociale » (tendance exprimée par un leader syndicaliste, M. Filiali). Mais l'analyse de M. Bennabi, si elle reconnaît au passage la nécessité d'accéder largement à la civilisation technicienne, n'en continue pas moins à affirmer, par un retour aux sources de l'islam, le rôle spirituel du monde musulman qui doit intervenir « comme modérateur des excès de la pensée matérialiste et des égoïsmes nationalistes » (p. 155). La prise de conscience de la nécessité des changements, et des solutions techniques adéquates, n'abolit pas le désir de maintenir la civilisation arabe dans ce qu'elle a de plus spécifique.

⁵ W.E. MOORE, *Industrialization and Labor*, Ithaca et New-York, 1951, 410 p.

⁶ Malek BENNABI, *Vocation de l'Islam*, Paris, 1954, 164 p.

Une telle étude nous met ainsi en présence d'une question d'importance majeure, quant à l'évaluation des forces « culturelles » de résistance au progrès : quelle est la mesure de compatibilité entre un type de civilisation ancien, qui affecte profondément les comportements mais est inadapté à la situation actuelle, et un type de civilisation nouveau, qui bouleverse les habitudes, les conceptions et les intérêts, mais qu'implique le nécessaire développement des techniques et de l'économie ? Le regretté sociologue L. Wirth ne craignait pas d'affirmer que les sociétés sous-développées ne sont pas prêtes à payer leurs progrès matériels de la perte de leur « âme » ⁷ : il renforçait ainsi la position de certains anthropologues, attaqués par les économistes, qui étaient conduits à surévaluer les obstacles culturels au progrès. Mais il faut penser que, sous cette forme, le problème est mal posé : non seulement une telle position ne tient pas compte des révolutions industrielles qui se sont déjà accompagnées de véritables révolutions culturelles, mais elle sous-entend une liberté de choix vis-à-vis du progrès que nous venons de révéler comme assez illusoire.

On ne peut contester le caractère contagieux de la civilisation technique, le prix que les nations nouvelles attachent à cette dernière en tant qu'instrument de leur indépendance. Toute la question est donc de savoir sous quelle forme il reste possible de faire accepter les éléments de cette civilisation par le grand nombre des individus, de type traditionaliste, qui sont les moins préparés à les recevoir. C'est un problème de « traduction », d'adaptation au langage particulier à la culture réceptrice. P. Mus l'a abordé à propos du Viet-Nam, lorsqu'il a recherché comment les programmes modernes de développement économique et de socialisation ont été présentés « aux ta *diên* à demi prolétarisés ». Il a montré comment a été tenté le glissement, des cadres de la pensée « traditionaliste » aux cadres de la pensée « marxiste » (qui apparaissaient d'abord aux yeux du paysan vietnamien comme solidaires des sociétés industrielles) ⁸. On pourrait également évoquer, parmi les exemples de ces entreprises visant à moderniser une société traditionnelle sans bouleverser d'un coup le « paysage sociologique » familier aux villageois, les projets de « développement des communautés » (*community-*

⁷ L. WIRTH, *Human Aspects of Technical Change*, rapport ronéographié, 1951, 55 p.

⁸ P. Mus, *Viet-Nam*, Paris, 1952 ; en particulier : chap. XVIII, « Marxisme et traditionalisme ».

development approach) qui se réalisent en Union indienne. Ce ne sont là que deux cas, d'inégale importance. Ils montrent néanmoins quels efforts ont été entrepris pour minimiser l'impression de rupture complète, pour aménager la transition.

En face des économistes qui ont tendance à envisager le fait du sous-développement sous l'aspect primordial (mais non exclusif) de la capacité à investir, en face des anthropologues qui accentuent l'inertie des cultures traditionnelles, les obstacles que ces dernières dressent aux projets de modernisation technique et économique, il est nécessaire de tenir une position moyenne qui corrige les uns par les autres les différents points de vue. Dans un ouvrage remarqué, l'économiste S.H. Frankel apporte à l'usage de ses collègues une mise en garde nécessaire : il montre que la conversion des sociétés traditionnelles n'exige pas seulement une mobilisation du capital intérieur et de l'aide extérieure indispensable, le transfert de nouveaux complexes techniques, mais qu'elle implique « nécessairement la lente croissance de nouvelles aptitudes, de nouvelles manières de faire, de vivre et de penser »⁹. Précisons qu'il est des techniques propres à accélérer cette croissance. Certaines idéologies, comme le nationalisme, sont propices à la création, de manière au moins provisoire, d'un « new-deal des émotions » (expression de A. Gerschenkron) qui soit favorable.

En ce sens, *une analyse des idéologies* qui supportent le développement économique des pays « attardés » serait *indispensable*. Nous pouvons la faire, de manière au moins schématique, à propos de la Chine nouvelle lancée dans la plus spectaculaire (en raison de son échelle) des entreprises de reconstruction sociale. En ce cas, l'idéologie se construit sur la critique d'un passé qui associait en même temps que *les* faiblesses particulières à une société féodale, techniquement attardée, les faiblesses dont souffre un pays où s'affrontent des rivalités et emprises étrangères de caractère colonial ; elle mobilise, en faveur de la modernisation, le mécontentement paysan et le sentiment national. Elle montre l'impossibilité où se trouva le capitalisme local, privé et « bureaucratique », d'assurer un développement satisfaisant, en raison de son manque d'indépendance et de la fragilité d'une économie dont les bases restaient essentiellement féodales. Elle lie toutes garanties pour l'avenir, en matière d'indépendance nationale et de sécurité économique,

⁹ S.H. FRANKEL, *The Economic Impact on Under-developed Societies*, Cambridge, 1953, p. 96.

aux progrès de l'industrialisation ; cependant qu'elle souligne combien le « processus d'industrialisation graduelle » se confond avec le « processus de socialisation graduelle de l'économie » ¹⁰. Cette évocation reste très sommaire. Elle ne peut envisager en particulier comment une telle argumentation a été exprimée à l'ensemble de la population chinoise. Elle suffit cependant à montrer comment l'adhésion populaire, aux programmes de développement, est recherchée en prenant appui sur des sentiments profonds longtemps contenus.

Il convient de préciser que cette démarche n'est pas totalement impliquée par la pensée marxiste-léniniste animant les autorités gouvernementales. Dans un tout autre contexte, en Gold-Coast, le premier gouvernement africain s'est efforcé de créer un dynamisme populaire appuyé sur la revendication d'autonomie et sur l'opposition aux chefs. M. Nkwame Nkrumah a pu ainsi devenir, selon l'expression de l'écrivain R. Wright, « l'agent provocateur des émotions de millions d'indigènes » ¹¹. Mais ce cas particulier est révélateur quant au problème envisagé en cette partie de l'étude : M. Nkrumah, issu d'un milieu traditionnel, ne manque pas d'associer cette idéologie d'orientation moderniste (et destructrice quant à un point de l'ancienne organisation sociale : celui concernant l'autorité politique) à des éléments impliquant le respect des tendances profondes de la culture locale. Ajoutons à ces observations une simple remarque, qui n'est paradoxale qu'en apparence. Pour obtenir un courant favorable à la modernisation, à l'introduction de la civilisation industrielle, les responsables des pays dits sous-développés sont conduits à utiliser le dynamisme que comporte l'hostilité de leur peuple vis-à-vis des nations qui furent les créatrices, les premières bénéficiaires, longtemps exclusives et abusives, de cette même civilisation.

¹⁰ B. N. GANGULI, *Economic Development in New China*, Indian Council of World Affairs, Oxford University Press, 1955.

¹¹ Richard WRIGHT, *Puissance Noire*, Paris, 1955.

Les conditions sociales du progrès.

[Retour à la table des matières](#)

1. Dans des sociétés où les activités agricoles restent prédominantes, alors que le processus d'industrialisation n'est apparu qu'à une époque récente, les problèmes sociaux posés par la modernisation concernent d'abord le milieu paysan. C'est le villageois qui est, en même temps que le plus enserré dans le tissu des traditions, la première victime des insuffisances techniques et des relations inégales caractérisant l'ordre ancien.

La question agraire, dans les pays où le surpeuplement est absolu (Sud-Est asiatique) et dans les pays où une implantation étrangère a cantonné les populations autochtones dans des « réserves » et des régions marginales (larges parties de l'Afrique), ne peut être éludée. Il paraît indispensable de l'aborder en même temps que sont envisagées les solutions de caractère technique : équipement rural, irrigation, conquête des terres incultes, etc. Les problèmes qu'elle impose sont d'origines et de dates différentes, mais tous étroitement imbriqués. Certains tiennent aux conditions traditionnelles de la possession du sol : ainsi en Afrique noire où la détention des terres, ayant un caractère éminemment sacré, se différencie souvent du fait de l'occupation et de l'exploitation de ces mêmes terres ; il peut y avoir en ce cas interférence de droits multiples et contradictoires. D'autres problèmes sont directement liés au système coutumier de transmission des propriétés. Tel est le cas en Inde où le système des héritages a entraîné une fragmentation à l'extrême des propriétés en même temps que l'inter-dispersion des lots cultivés. Une enquête, réalisée en 1945, montra l'existence de terrains villageois constitués de 8.000 parcelles, en même temps qu'elle souligna combien il était impossible, dans les limites de ces micropropriétés, d'employer utilement non pas la machine, mais simplement l'attelage de buffles. Ce phénomène d'émiettement n'est pas unique ; il reste caractéristique de larges zones de sous-développement où intervient, par ailleurs, une forte pression de la population.

Sur cet ensemble de problèmes se sont greffés ceux qui tiennent à l'évolution moderne de la propriété foncière. Cette dernière a entraîné la juxtaposition, à une poussière de micro-exploitations, de grandes propriétés de caractère laïc ou religieux, l'accélération du processus de dépossession des paysans en même temps

que l'expansion de formes de métayage très désavantageuses pour l'exploitant (par exemple, le métayage au cinquième en Afrique du Nord). C'est ainsi, qu'aux Indes, l'intervention des autorités britanniques, qui cherchaient à constituer une classe de propriétaires fonciers éduqués mettant leur savoir et leurs richesses au service de l'agriculture, a abouti au régime du *zamindariat*. Une telle classe de propriétaires fonciers s'est effectivement développée. Elle s'appuie sur une multitude d'intermédiaires réduisant encore la part des produits laissés aux paysans : et il a été constaté que, dans certains cas, une cinquantaine d'intermédiaires s'échelonnent entre le cultivateur et le propriétaire de la terre. D'un autre côté, cette évolution, qui entraîne la dégradation des droits et usages coutumiers, accélère le processus d'endettement des paysans en détruisant les entraves que la tradition imposait à l'usure. En 1937, une étude due à la Reserve Bank of India révélait que la dette rurale atteignait 1.350 millions de livres sterling (apparaissant comme la plus lourde dette rurale de l'époque) et pesait sur 75 0/0 environ de la classe paysanne. En cette même année, le Pandit Nehru appréciait justement la gravité de la situation ; il disait : « De tous nos problèmes, il n'en est certainement aucun qui soi., plus urgent que le problème agraire ; l'ombre du paysan se projette sur tout le paysage indien. » Mais les difficultés du gouvernement ne lui ont guère permis de progresser dans le sens de la réforme agraire. Le régime du *zamindariat* a été aboli en juin 1951 ; cependant, en mars 1955, M. Nehru en était encore à déposer un projet de loi visant à modifier la Constitution dans le but de faciliter la procédure d'expropriation. La résistance des propriétaires fonciers reste organisée de manière efficace.

En Chine, la situation du monde paysan avant la Révolution présentait des caractéristiques de même nature : co-existence de la micro-propriété et de la grande propriété foncière (une enquête, par sondage, du gouvernement nationaliste montra que les familles de gros propriétaires possédaient en moyenne 333 arpents alors que les simples paysans possédaient en moyenne 2 arpents 3/5) ; endettement usuraire (taux de 40 à 60% en 1936, taux de 100% en grain, pour une période de trois mois, pendant la guerre) ; multiplication accélérée du nombre des paysans sans terre. Le Parti communiste chinois a, dès sa création, concentré son attention sur le problème agraire, puis « expérimenté » ses solutions dans les régions frontalières ; son intérêt pour le monde paysan était tel qu'il put d'abord apparaître comme un parti de « réformistes agraires ». On sait les solutions qu'il a pu

imposer depuis qu'il détient le pouvoir ; il a assuré une redistribution des terres, réglementé la diminution des fermages et réduit le taux de l'intérêt ; il a, durant le même temps, mis en place de nouveaux types d'organisation rurale, les « groupes d'aide mutuelle » et les coopératives de production en particulier ¹².

L'ampleur des solutions à l'instant évoquées est révélatrice de l'ampleur des problèmes impliqués par l'expression passe-partout : question agraire. Il faut, à cette brève revue, ajouter un point de plus. La presque totalité des pays sous-développés manifestent un chômage rural déguisé qui peut, dans les zones à fort peuplement, atteindre une extension mai évaluée. D'après les estimations de P. Gourou, le paysan tonkinois travaillerait en moyenne cent vingt-cinq jours par an. Une évaluation du même ordre de grandeur a été établie pour l'Inde. À ces données brutes, R. Dumont ajoute un intéressant commentaire : « Dans les deux cas, il est déjà un peu plus précis d'indiquer que les secteurs à meilleure maîtrise de l'eau, pratiquant deux récoltes par an, fournissent un peu moins de deux cents jours de travail, et les zones à une seule récolte à peine cent jours par an » ¹³. Des phénomènes de même ordre sont observables ailleurs ; en Afrique du Nord, par exemple, dès l'instant où il s'agit de l'agriculture traditionnelle ; en Égypte, où les paysans sont employés moins de cent soixante jours par an ¹⁴, etc. Aussi y a-t-il, en ces cas, un surplus de population rurale qui ne semble pouvoir être employé utilement que dans le cadre d'un secteur industriel en expansion (quand il n'est pas à créer entièrement). L'infériorité des agricultures traditionnelles tient à cette association d'un chômage rural déguisé (mais incontestable) et d'une très faible productivité du travail agricole pour des raisons qui sont à la fois techniques et sociales.

2. Nous venons d'évoquer à l'instant l'industrialisation comme une des conditions indispensables à la résolution des problèmes impérieux que pose, en pays sous-développé, le milieu rural. Mais la brusque projection de ruraux, vers les entreprises industrielles et vers les secteurs modernes de l'activité économique, ne

¹² Cf. Étude de B.N. GANGULI déjà citée. *Notes et Études documentaires* : Documents sur l'évolution récente de la Chine populaire, no 1977, 1955. Sans parier d'ouvrages de plus en plus nombreux : ceux de J. BELDEN, J.J. BRIEUX, etc.

¹³ Numéro spécial de la revue *Esprit*, Les Paysans, 6 juin 1955.

¹⁴ Indications et bibliographie dans : U.N.O. *The Determinants and Consequences of Population Trends*, New-York, 1953.

va pas sans difficultés, et qui ne concernent pas seulement la nécessité d'orienter vers des points précis les migrations de travailleurs. La littérature concernant les « implications sociales » du changement technique et de l'industrialisation est considérable, notamment en ce qui concerne le Sud-Est Asiatique et l'Afrique Noire. Nous ne pouvons guère l'évoquer dans toute son extension, mais attirer simplement l'attention sur les aspects en général envisagés.

Si l'étude des pays sous-développés révèle, sur le plan des phénomènes économiques, la juxtaposition d'économies de types différents, de marchés aux caractéristiques particulières, il en est de même sur le plan des phénomènes sociaux. Et c'est en schématisant les faits que certains auteurs, tels que J.S. Furnivall et H.J. Boeke, ont été conduits à parler de sociétés dualistes. Du point de vue de l'anthropologue, attaché à l'étude des sociétés traditionnelles ouvertes aux processus de changements rapides, et du sociologue, la distinction précise entre milieu « coutumier » et milieu « moderniste » est indispensable au départ. Nous avons tenté, à l'occasion d'un colloque international organisé sous notre responsabilité ¹⁵, de mieux définir cette opposition, à laquelle s'en ajoutent d'autres ; ainsi celles apparaissant dans les couples suivants : société pré-industrielle et société industrialisée, société pré-capitaliste et société capitaliste, société fermée et société ouverte, etc. Nous avons suggéré la constitution de deux séries de caractéristiques, en quelque sorte parallèles, dont nous rapportons ici les premiers termes :

Milieu pré-industriel	Milieu où s'est établi et se développe le processus d'industrialisation.
Rôle dominant de l'économie de subsistance.	Rôle décroissant de l'économie de subsistance.
Maintien d'un « dirigisme » relatif des membres qui exercent l'autorité sur les groupements fondamentaux.	Tendance à l'individualisation des revenus et de la consommation des richesses.
Rôle de l'échange et de la « réciprocité », etc.	Rôle de la compétition, etc.

¹⁵ Cf. « Motivations et stimulations économiques dans les pays insuffisamment développés » in *Bull. Intern. des Sciences sociales*, vol. VI, no 3, 1954.

C'est montrer que le passage de l'individu, de l'un à l'autre de ces milieux, ne pourra s'effectuer sans heurts.

Les problèmes se posent à des niveaux multiples. Ils concernent en premier lieu l'obligation qu'ont les individus et les groupements sociaux de s'adapter à des tâches nouvelles. Examinant en particulier les problèmes du travail dans un contexte moderne (chantier, usine ou grande exploitation agricole), M.J. Herskovits¹⁶ attire l'attention sur trois d'entre eux :

a. Les transformations qu'apporte au rythme du travail le fait d'être pro. jeté dans le système des techniques productives modernes. Elles mettent en cause des facteurs physiologiques, psychologiques, socio-culturels. Et certains caractères de la main-d'œuvre des pays sous-développés (turnover, absentéisme, rendements parfois peu élevés, etc.) s'expliquent partiellement par l'inadaptation aux nouveaux rythmes ;

b. La manière même dont la force de travail est mobilisée : la plupart du temps, le travail s'individualise, ce qui va à l'encontre de tous les modes traditionnels d'organisation ;

c. La nature des stimulations qui sont susceptibles d'animer le travailleur, de la manière la plus efficace, dans un contexte moderniste.

Cette dernière question, nous venons de le rappeler, a fait l'objet d'examen spécifiques. Les comportements, élaborés dans le cadre d'une civilisation traditionnelle, interviennent encore longtemps après que les changements techniques et économiques aient bouleversé l'ancien ordre social. Ainsi, l'irruption de la civilisation industrielle ne pose pas seulement un problème d'adaptation technique : elle requiert un nouvel équipement des motivations et, en conséquence, exige de l'individu une véritable « conversion » à court terme. On s'aperçoit des discordances existantes en étudiant de manière comparative les « systèmes de motivations »

¹⁶ Dans : *The Progress of Underdeveloped Areas*, B. Hoselitz éd., Chicago, 1952.

opérant en milieu coutumier, d'une part, et en milieu moderniste, d'autre part. On le remarque notamment en envisageant le problème de la rémunération du travail. Ainsi, le Dr A. Ombredane, se référant à ses recherches en milieu congolais, signale que, dans cette zone culturelle, la rémunération comporte une notion de prestige qui peut passer avant la notion de gain, qu'elle vise à une consommation immédiate, qu'elle s'inscrit dans une organisation de la consommation « d'un caractère très spécial » ¹⁷. Le problème de la ré-orientation des motivations est l'un des plus complexes parmi ceux qui se présentent à l'attention du chercheur. Il ne peut être abordé valablement que si ce dernier considère, en même temps, les situations à l'intérieur desquelles s'inscrit le travailleur moderne (tenant compte des contraintes subies, qu'elles soient directes ou indirectes, du degré d'accès aux richesses constituées par l'économie moderne, des possibilités d'organisation offertes au travailleur, etc.) et les variations différentielles (selon les catégories ethniques et sociales, les catégories d'âge et de sexe, etc.) dont les études sur le terrain montrent toute l'importance.

En ce domaine des implications et des incidences socio-culturelles de l'industrialisation, nous disposons de trop peu d'études synthétiques. Mais il semble qu'un courant récent de recherche tende à remédier à cette lacune : ainsi en est-il avec l'ouvrage de Beate R. Salz qui s'efforce de construire, à partir du cas des Indiens de l'Équateur, un « modèle » de l'ensemble de ces effets et réactions ¹⁸. B.R. Salz montre, entre autres phénomènes, comment la question agraire et le problème de l'industrialisation sont indissolublement liés ; il révèle à quel point l'industrialisation s'est développée d'une manière « interstitielle » (en dehors des secteurs mis en place par l'ancienne économie) et en donnant lieu à une sorte de « féodalité industrielle ».

3. La nécessité d'obtenir un progrès économique et social relativement rapide - en raison de l'urgence des problèmes que suscite, à des degrés divers, le déséquilibre entre la croissance de la population et le mouvement des forces productives - a conduit à rechercher quelles pouvaient être les catégories sociales les plus dynamiques. Cette préoccupation explique l'importance prise, dans les milieux

¹⁷ Cf. Motivations et stimulations économiques..., op. cit.

¹⁸ Beate R. SALZ, *The Human Element in Industrialization. A Hypothetical Case Study of Ecuadorean Indians*. Chicago, Economic Development and Cultural Change, 1955, 265 p.

scientifiques anglo-saxons attachés au problème du sous-développement, par les études consacrées à « l'esprit d'entreprise » et au rôle de « l'entrepreneur » dans le mouvement de modernisation ¹⁹. Toutes les études reconnaissent une profonde différence avec la situation que révèlent (sur le plan de la capacité financière et de l'efficacité productive) les entreprises « occidentales », en précisant que le retard tient autant aux structures sociales particulières qu'à l'inégalité des niveaux techniques. Mais toutes pensent en fait que, par quelque biais (comme, par exemple, une relative coïncidence entre le système familial et le système de l'entreprise capitaliste, dont le Japon a donné l'exemple), il est possible d'insérer le dynamisme d'un capitalisme « originel » au sein des sociétés traditionnelles.

Pour d'autres auteurs, c'est la *classe moyenne*, naissante à l'occasion des développements déjà acquis, qui peut porter avec le plus de succès les chances du progrès. On le remarque à la lecture des premiers résultats rendus publics par l'Incidi, à la suite de sa 29e Session d'études qui avait pour thème : « Les développement d'une classe moyenne dans les pays tropicaux et sub-tropicaux ». La synthèse, établie par le secrétaire général de cet institut, insiste sur la nécessité de contribuer à la formation d'un tel groupe social ; elle le manifeste comme créateur d'un « dynamisme qui profite à toute la collectivité » ²⁰. Cependant, il convient là encore de se méfier des extrapolations qui conduiraient à envisager, sur le schéma de l'histoire propre aux démocraties européennes, l'avenir des pays en cours de modernisation. D'autant plus que les arrière-pensées politiques, le souci de trouver un élément modérateur, ne sont jamais exclus de telles analyses.

Des tentatives ont été faites pour rechercher d'une manière assez abstraite les « porteurs du progrès ». Certains auteurs ont ainsi distingué, dans toute société traditionnelle, trois catégories d'individus inégalement aptes à cette tâche : les « conformistes intégraux », les « conformistes apparents » et les « non-conformistes déclarés ». Les derniers sont évidemment les plus favorables à une politique de large bouleversement, mais une telle classification n'est pas d'une grande utilité. Les éléments moteurs sont différents selon les situations ; ils ne sont pas les mêmes lorsqu'il s'agit d'un pays non-autonome ou d'un pays ayant

¹⁹ Voir par exemple : C.S. BELSHAW, *The Cultural Milieu of the Entrepreneur : A Critical Essay*, in *Explorations in Entrepreneurial History*, vol. VII, no 3, 1955, p. 146-163.

²⁰ Cf. *Civilisations*, V, no 3, 1955, p. 478 et suiv.

récemment accédé à l'indépendance. Ils varient également selon le modèle de développement adopté : selon qu'il s'agit d'un capitalisme autoritaire, appuyé souvent sur l'armée, ou d'une planification socialiste, appuyée sur la position prépondérante d'un parti.

Le coût social du progrès.

[Retour à la table des matières](#)

Il est fréquent d'affirmer qu'une industrialisation accélérée, et un développement économique rapide des sociétés « attardées », ne paraissent possibles que si une génération d'hommes au moins se sacrifie pour les suivantes. Mais ce n'est pas sous cette forme de comptabilité brutale que l'on peut seulement envisager l'expression : coût social du progrès. Le concept reste imprécis. S.H. Frankel l'évoque, dans son étude déjà citée, en écrivant : « les nouveaux gouvernements (des pays sous-développés)... supportent la lourde charge de réconcilier leurs peuples avec le fait que les transformations structurelles et sociales sont des préalables nécessaires à l'allègement de leurs misères, que le coût du changement est élevé, que le capital est rare et que ses fruits sont lents à mûrir » ²¹. L'expression se retrouve dans les études récentes entreprises par un groupe de chercheurs français, qui se donne justement pour but de définir une action adaptée aux sociétés en cours de modernisation et visant à obtenir « la croissance la plus rapide aux moindres coûts » ²².

Le progrès économique impose toute une série de bouleversements en chaîne qui affectent la structure matérielle des sociétés traditionnelles, comme leurs éléments immatériels. Il exige une distribution des terres permettant l'emploi des techniques modernes ; il requiert d'amples mouvements de la population et une nouvelle structure des professions ; il porte atteinte aux anciens privilèges économiques, politiques et sociaux ; il demande un travail accru, et souvent nouveau, donc plus contraignant, pour des résultats qui paraissent différés du point de vue de l'individu ; il s'accommode mal des comportements coutumiers et des concep-

²¹ Op. cit., p. 78.

²² I.S.E.A., Niveaux de développement et politiques de croissance, Paris, 1955.

tions dont ces derniers étaient le reflet. Tous ces inconvénients et ces dommages apparaissent comme constituant, durant la phase de transition, le coût social et culturel du développement. Ils créent des mécontentements et des tensions. Ils expliquent le besoin qu'ont les jeunes gouvernements de trouver des responsables étrangers sur lesquels puisse se transférer le ressentiment. Ils finissent toujours par exiger, à des degrés divers, le recours à la contrainte.

Dans une perspective surtout sociologique, nous n'évoquerons le problème ici que sous des aspects limités. En premier lieu, sous la forme des migrations qu'impose le développement économique. Il peut alors s'agir de ruraux poussés à coloniser des terres incultes ; mais la « faim de terres » ne suffit pas toujours à faire accepter une telle transplantation. Les expériences de « paysannat », lorsqu'elles furent entièrement improvisées en Afrique noire avec des éléments importés (cas de l'Office du Niger, par exemple), montrèrent que les avantages matériels obtenus ne compensent pas les inconvénients psychologiques d'avoir à vivre sur un terrain étranger et portant d'une manière superficielle l'empreinte de la société qui le fait valoir. Il peut aussi s'agir des ruraux qui, par contrainte directe ou indirecte, ont à émigrer provisoirement vers les marchés de l'emploi salarié - entreprises agricoles, exploitations forestières ou minières disséminées à travers le territoire. En pays sous-peuplé, le coût de ces mouvements de main-d'œuvre, pour les groupements des zones où s'effectue le recrutement, risque d'être considérable. Nous l'avons montré en étudiant, au Gabon, les incidences d'un tel processus animé en faveur des chantiers forestiers. Les villages des « régions réservoirs » ont été atteints dans leurs équilibres démographiques (avec accentuation considérable de la féminité) et dans leurs équilibres sociaux (rapports anormaux entre générations et entre sexes, altération des groupes sociaux fondamentaux, relâchement du contrôle social sans que cet effet négatif soit compensé). Cependant que les incidences de ces recrutements sont également sensibles à l'intérieur des zones d'exploitation, où se multiplient les campements de « détribalisés » et où les relations sociales sont faussées par l'injection massive d'étrangers ²³.

Mais c'est certainement *l'exode rural* qui reste le plus caractéristique de ces phénomènes, par son intensité et sa rapidité. Il est orienté vers des villes, pour la plupart récentes, qui attirent les villageois en tant que centres d'administration et

²³ Cf. G. BALANDIER, *Sociologie actuelle de l'Afrique Noire*, p. 164-169.

marchés du travail. Ce mouvement est général, plus ou moins décalé dans le temps en fonction du degré de développement économique. Au Japon, de 1920 à 1940, alors que la population s'élargit de 56 millions à 73 millions d'habitants, le nombre des personnes vivant dans les agglomérations de moins de 10.000 habitants diminue pour rester inférieur à 38 millions. L'Inde possède actuellement une soixantaine de villes comptant plus de 100.000 habitants. Bombay, puis Calcutta et les centres de l'industrie cotonnière, ont doublé leur population en une dizaine d'années. La Chine, en conséquence de ses actuels programmes d'équipement et d'industrialisation, est parcourue par de nouveaux courants de villageois migrants ; et les reportages, publiés par la presse quotidienne, nous présentent ces nouveaux venus campés dans des « natteville » en attendant que les cités puissent s'élargir à un rythme suffisant. En Afrique, l'exode rural s'est accéléré dès la fin de la Seconde Guerre Mondiale. Les villes du Sénégal doublent de volume de 1942 à 1952. A Brazzaville, le plus important des centres africains (Poto-Poto) s'accroît dans les mêmes proportions en sept ans, de 1945 à 1951. Au Congo Belge, la population dite « détribalisée », qui vit dans les cités et dans les centres extra-coutumiers, augmente de 130% de 1940 à 1951. Et dans ces régions, constituant un large pan de l'Afrique centrale, la proportion des personnes résidant hors du milieu villageois se situe généralement aux environs de 20%.

Cette poussée urbaine brutale pose de nombreux problèmes. D'ordre matériel, tout d'abord. Il est impossible de loger dans des conditions décentes une population arrivant par flots aussi nourris. Les « bidonvilles », partout dans le monde sous-développé, se multiplient aux abords des grands centres. Les spéculations sur les terrains, les habitations, les loyers pèsent lourdement sur un salariat généralement rétribué au coût le plus bas. Nous avons souligné cet aspect en étudiant les Brazzavilles noires ²⁴. Des faits de même nature ont été collectés à propos de l'Afrique du Nord et les descriptions que font certains auteurs (Tibor Mende, par exemple), des villes de l'Union Indienne, montrent la généralité du phénomène. Ces citadins nouveaux, « campés » plus qu'intégrés au milieu urbain, ne constituent souvent qu'une réserve de travailleurs.

Les problèmes économiques ne sont pas de moindre importance. Le marché du travail n'est pas organisé et suffisamment élargi pour occuper une population

²⁴ *Sociologie des Brazzavilles Noires*, Armand Colin, 1955.

aussi nombreuse. Il est en général précaire, lié à des besoins provisoires qui ne mettent pas en place des activités faisant appel à une main-d'œuvre numériquement importante. Tel fut le cas avec l'expansion de Brazzaville. Dès 1951-1952, la ville ayant pris sa configuration actuelle, les entreprises commencent à déboucher ; très vite, plus de 3.000 chômeurs sont recensés par les services de l'inspection du Travail. La seconde question, qui se pose, est celle de l'approvisionnement en vivres. Tant que le villageois ne s'est pas équipé et adapté à de nouvelles techniques de production, il lui est difficile sans dommages de satisfaire à ces besoins. Un des risques graves étant, comme nous l'avons noté en Afrique noire, une accélération de la rotation des cultures qui accentue le processus de dégradation des sols. Dans les pays brutalement ouverts à la modernisation, la rupture d'équilibre entre milieu rural et milieu urbain est plus nette, et de plus graves conséquences, que celle observée en Europe au moment de la révolution industrielle.

Mais c'est au regard du sociologue que les phénomènes « pathologiques » sont les plus apparents. La ville nouvelle présente souvent une structure démographique aberrante. L'émigration vers les centres a d'abord été le fait des hommes actifs attirés par le marché du travail que ces derniers constituent ; les femmes ne suivent qu'avec retard et en moins grand nombre. Les études comparatives insistent sur la dominante mâle de la population urbaine, sur les conséquences sociales (mercantilisation des rapports sexuels, prostitution) dues au fait d'un *sex-ratio* anormal ²⁵. D'un autre côté, la ville nouvelle apparaît comme une société « improvisée », affectée par de continuelles transformations. La rapidité avec laquelle les centres s'édifient explique cet aspect de société peu structurée et médiocrement organisée. Il semble que ce soient les « institutions de fortune » qui la caractérisent. La ville provoque une transformation dans les rapports familiaux traditionnellement prescrits. Elle entraîne un relâchement des Contraintes sociales et suscite un état de disponibilité provoquant un désarroi certain chez le nouveau citadin. Elle impose la coexistence d'éléments hétérogènes : situation qui induit les conflits entre individus, entre groupes et cultures différents. Cette situation, propre à toute société « en transition », conduit à l'apparition et à la multiplication des comportements délictueux chez les adultes et les jeunes gens ; de semblables phénomènes jouent le rôle de véritables « révélateurs » pour l'appréciation du

²⁵ INCIDI, L'attraction exercée par les centres urbains et industriels dans les pays en voie d'industrialisation, Bruxelles, 1952.

degré de dégradation sociale. Il faut enfin rappeler, bien que son étude ne puisse être abordée ici, le problème que pose un prolétariat mal stabilisé, mal équipé techniquement, mal rétribué et souvent démuné des moyens efficaces qui lui permettraient de faire valoir ses droits ; son instabilité même contrarie et son organisation et le développement de sa conscience de classe.

Il semblait raisonnable de penser que l'exemple laissé par l'Europe, assurant le démarrage de son industrialisation, permettrait d'éviter le renouvellement d'erreurs particulièrement « coûteuses ». Ce n'est pas le cas. Les leçons de l'histoire n'ont guère d'efficacité.

Fin du texte